

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Marchés publics et commande publique éco-responsable

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Marché de MOBILIER URBAIN - Travaux de dépose et de pose / Maintenance et fourniture - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Madame Catherine RIBOT, Conseillère déléguée, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espaces publics, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence.

La compétence de la Métropole couvre l'ensemble des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement et leurs accessoires. Cette dernière catégorie comprend les mobiliers urbains non publicitaires et la serrurerie de voirie.

Sur le territoire de Montpellier, l'entretien et la mise en œuvre de ces équipements sont réalisés par :

- > La Métropole, qui gère les espaces transférés du territoire de Montpellier incluant le mobilier lié aux déplacements,
- > La Ville de Montpellier, qui gère des mobiliers liés à des usages de l'espace public autres que les déplacements (manifestations, terrasses).

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole.

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation d'un marché relatif au mobilier urbain, travaux de pose et de dépose comprenant des prestations de maintenance et de fournitures. Il s'agit d'un marché de travaux (3 lots techniques) à bons de commande, avec minimum et maximum, d'une durée d'un an renouvelable trois fois :

- Lot 1 : mobilier urbain non publicitaire métallique et la serrurerie de voirie pour le Pôle Territorial de Montpellier et la Ville de Montpellier ;
- Lot 2 : mobilier urbain non publicitaire métallique et la serrurerie de voirie pour les Pôles Vallée du Lez, Cadoule et Bérange, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest et Littoral ;
- Lot 3 : mobilier non publicitaire en bois pour les 6 pôles territoriaux.

Seul le Lot 1 fait l'objet de la convention de groupement de commandes. Montpellier Méditerranée Métropole sera le coordonnateur du groupement de commandes.

les montants annuels minimum et maximum du lot concerné sont pour la Ville de Montpellier : 60 000 € HT / 250 000 € HT

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le principe d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relatif à la conclusion du marché de mobilier urbain – Lot 1 Mobilier urbain métallique non publicitaire pour le Pôle Territorial de Montpellier et la Ville de Montpellier ;
- de valider la désignation de la Métropole comme coordonnateur de ce groupement de commandes ;
- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET CONVENTION GROUPEMENT DE COMMANDE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-134830-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.